

Francophone students strut their stuff at rehearsal



Emile Parker and Mary McCann of Lamoreux Catholic Elementary School are part of a larger group of students that will be presenting a variety show this summer at the NAC.

BY DESMOND DEVOY
ddevoy@thenewsenc.ca

Ottawa-area French-language students gave each other a sneak preview of their theatrical talents recently in the run-up to a French-language extravaganza at the National Arts Centre in June.

Students from the ages of four to 18 who attend schools in the Conseil des Écoles Catholiques de Langue Française du Centre-Est, will take part in a show entitled *Les gens d'air* at the NAC's Southam Hall on June 11. Each school will have its own special act.

On April 26, students from various schools put on a dress rehearsal at the St. Laurent Complex at 525 Cote Street in Vanier. Acts ranged from music to dancing, to acrobatics to singing. It was also an opportunity for teachers and organizers to work on blocking, choreography and timing.

"I'm very happy. It's a big experience. I feel awesome," said singer Emilie Parker, 11, who attends Lamoreux Catholic Elementary School in the south end. She enjoys singing and loves hip-hop singers like fellow Canadian Nelly Furtado and former Black Eyed Peas singer Fergie. "It was really fun. I didn't feel nervous at all because

I'm with my friends so it was good."

One of those friends was fellow singer Mary McCann, nine, who said, "I was a little bit excited to go and happy and not really nervous."

The girls were accompanied by their classmates on electric guitar, including 12-year-old Raphael Fitzgerald-Biemath.

"I practice a lot," he says of the time he spends rehearsing at home. This doesn't include the two hours every Wednesday afternoon that his bandmates spend rehearsing. He enjoys music so much that "I want to at least be a music teacher. I really like rock. My father plays it a lot in the car."

Outside of school, "we wanted to start a band there but we're still working on it."

While he practices classical, acoustic and electrical guitar, he admires the guitar style of Led Zeppelin's Jimmy Page, as well as the music of Rush and Sum 41.

Other, more traditional instruments were also part of the school's presentation.

"It's really heavy, but it's worth it," says Eva Kasanea, 11, who plays the harp. She has performed on the stage at the NAC before as a ballet dancer in a production of *The Wizard of Oz*. "I'm really excited because I've done it

before and I'm happy to do it again."

"Today is the first time they all went together," said Raymond Jacques, the president of the production committee that is coordinating all of the school's contributions.

"There's a lot of creativity from both the teachers and the kids. It's very impressive," says Mr. Jacques, who is also the principal of Geroges-Etienne-Cartier Catholic Elementary School. "They don't realize it right now but when they're standing on the stage at the National Arts Centre, with thousands of seats in front of them, it will be impressive."

He noted that the schools have been working on this project since October 2006, but it has been a two-year process from the time the idea was presented.

Mr. Jacques explained that the title of the play is a French play-on-words, meaning to either be "Playing with words" or "People from the air."

"It could be music, it could be song, it could be anything that is in the air. How do you interpret that? They come at it in all kinds of different ways," he says of the challenging mandate set out for the children and teachers to achieve.

L'ECONOMIE - Le droit 20 mai 07

CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE LANGUE FRANÇAISE DU CENTRE-EST
Le meilleur conseil
un plaisir vous donner

POSTES À POURVOIR

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) est à la recherche de personnes intéressées à se joindre à son équipe pour poursuivre avec passion une vision commune, axée sur la collaboration et sur l'innovation en éducation. Avec plus de 17 000 élèves fréquentant 37 écoles élémentaires, 8 pavillons intermédiaires, 9 écoles secondaires et son école pour adultes, le CECLFCE est LE PLUS IMPORTANT RESEAU CANADIEN D'ÉCOLES de langue française à l'extérieur du Québec.

Notre MISSION
- Outiller l'élève pour sa réussite scolaire, son épanouissement personnel, sa citoyenneté et son engagement dans la catholicité et la francophonie.

ENSEIGNANTES OU ENSEIGNANTS
LISTE D'ADMISSIBILITÉ
Dossier 167/06-07

Le Conseil invite les candidatures d'enseignantes et d'enseignants qualifiés pour établir une liste d'admissibilité qui servira à combler des postes vacants pour la prochaine année scolaire à l'école secondaire catholique Marie-Rivier (Kingston, Ontario) et à l'Académie catholique Ange-Gabriel (Brockville, Ontario).

CONCIERGE(S) OCCASIONNEL(S)
Dossier 168/06-07

TRAVAILLEUSE SOCIALE OU TRAVAILLEUR SOCIAL
SERVICE DU SOUTIEN À L'APPRENTISSAGE
Dossier 169/06-07

Direction des ressources humaines
4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario)
K1J 1A1
Téléphone : 613-744-2555 ou sans frais
1-888-230-5131
Télex : 613-744-3165
Courriel : drh@ceclf.edu.on.ca

1 poste à terme à 60 % du temps, 12 mois (21 hres/semaine), à compter du 1^{er} septembre 2007 jusqu'au 31 août 2008

Pour obtenir tous les détails relatifs aux postes susmentionnés, veuillez consulter le site Internet du CECLFCE au www.eccolcatholique.ca à la rubrique « Emplois ». Il est également possible d'obtenir une copie des offres d'emploi à la réception du Centre éducatif du CECLFCE, situé au 4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario), entre 8 h et 17 h.

471-08

La météo

une présentation de

BOWATER

Ottawa / Gatineau

Aujourd'hui

Ensoleillé



22/7

Demain

Ensoleillé



27/15

Jeudi

Ensoleillé



28/18

Wawa / Pontiac / Lièvre

Aujourd'hui

Ensoleillé



20/4

Demain

Ensoleillé



27/15

Windsor / Est ontarien

Aujourd'hui

Ensoleillé



22/7

Demain

Ensoleillé



27/15

Les normales

max : 20,0°
min : 8,0°

Au pays

couvert	7	0
ensoleillé	19	9
ensoleillé	17	7
ensoleillé	20	11
ensoleillé	18	10

Au soleil

ensoleillé	35	25
ensoleillé	33	25
éclaircies	32	22
ensoleillé	31	19
orages	29	23
variable	28	17
ensoleillé	30	20
orages	30	25
ensoleillé	23	13

Ailleurs

variable	17	11
nuageux	20	9
variable	21	11
ensoleillé	21	13
ensoleillé	28	16
variable	22	15
ensoleillé	21	12
pluie	15	15

du soleil : 5 h 26

du soleil : 20 h 34

Les phases de la lune



sources : Environnement Canada.

sommaire

20	Mot mystère	36
28	Néologie	42
32	Personnalité	17
18	Petits bonhommes	45
19	Petites annonces	33
35	Sports	43
37	Statistiques	44
21	Sudoku	25



PATRICK WOODBURY, Le Droit

Une foule record de 23 000 personnes a été enregistrée, samedi, au Festival des Tulipes.

Du succès pour le « nouveau » Festival des tulipes

Justine Mercier
jmercier@ledroit.com

La 55^e édition du Festival canadien des tulipes s'est terminée hier, après avoir enregistré une foule record de 23 000 personnes, samedi, au parc Major.

Si les nouveautés ont attiré les visiteurs en grand nombre, la générosité de Dame nature a également contribué au bon déroulement du festival, présenté cette année sous une formule renouvelée après s'être retrouvé au bord de la faillite l'an dernier.

«Le festival a été un très très grand succès, et ce qui a attiré le monde cette année, c'est que l'accès était gratuit dans tous les parcs», a indiqué la porte-parole de l'événement, Rana Elmoaadam.

ESTIMATIONS

Les estimations officielles sur le nombre total de visiteurs ne seront cependant pas connues avant quelques semaines. Cette tâche revient à Tourisme Ottawa, mais M^{me} Elmoaadam croit que les résultats des années précédentes seront dépassés.

«Avant, c'était à peu près 500 000 visiteurs, et on croit que ça a augmenté».

Parmi les nouveautés, le Festival canadien des tulipes pro-

posait un pavillon international, au parc Major. «Quinze pays étaient représentés par leur ambassade, explique M^{me} Elmoaadam. Il y avait des danses traditionnelles, de la musique, de la cuisine, et les gens ont vraiment apprécié.»

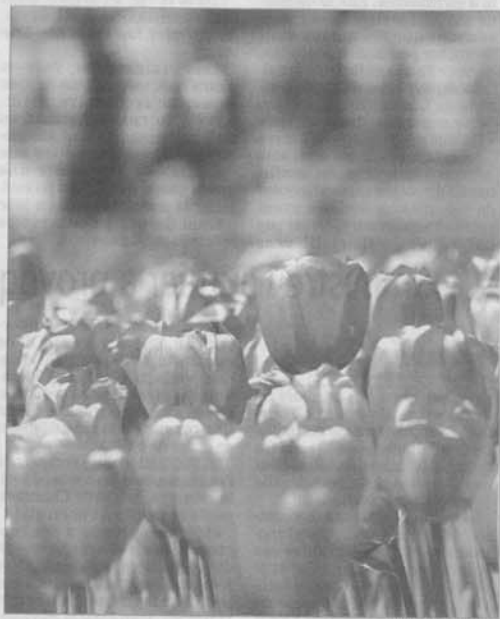
Le volet Célébrée a aussi attiré bien des visiteurs.

«Il y avait des présentations publiques, des conférences faites par des auteurs connus sur différents thèmes, que ce soit l'histoire, la musique ou la politique, a mentionné la porte-parole du festival. Ça aussi c'était gratuit, et chaque fois, les salles étaient pleines.»

Au plan financier, le festival ne risque pas de connaître des temps difficiles comme par les années passées.

«Le président du festival (David Luxton) a investi avec l'aide de partenaires, alors tout était payé à l'avance, et on ne dépendait plus de l'argent que les gens payaient avant pour entrer au festival», a expliqué M^{me} Elmoaadam.

Plus de trois millions de tulipes ont agrémenté les promenades des visiteurs, et la plus grande concentration se trouvait au parc des Commissaires, près du lac Dow, où 400 000 tulipes multicolores étaient plantées.



PATRICK WOODBURY, Le Droit

Plus de trois millions de tulipes ont agrémenté les promenades des visiteurs, et la plus grande concentration se trouvait au parc des Commissaires, près du lac Dow.

LeDroit

cyberpresse.ca

FONDÉ LE 27 MARS 1913
«L'AVENIR EST À CEUX QUI LUTTENT»

Éditeur et président Jacques Pronovost
jpronovost@ledroit.com

Rédacteur en chef André Larocque
alarocque@ledroit.com

Petites annonces
petitesannonces@ledroit.com
1-800-267-9555
télécopieur : 613 562-7782
Lundi au vendredi : 8 h - 19 h
Samedi : 9 h - 13 h

Néologie
neologie@ledroit.com
télécopieur : 613 562-7782

Publicité (annonces commerciales)
publicite@ledroit.com
613 562-7747
télécopieur : 613 562-7572
Lundi au vendredi : 8h30 - 16h30

Abonnements et livraison du journal
tirage@ledroit.com
613 562-0555
cyberpresse.ca/abonnement 1-800-267-6961
Lundi au vendredi : 6 h - 17 h
Samedi : 7 h - 13 h

47, rue Clarence
Bureau 222
C.P. 8860, Succ. T
Ottawa (Ontario)
K1G 3J9

Renseignements généraux
613 562-0111

Nouvelles
nouvelles@ledroit.com
Vous êtes témoin d'un événement, appelez-nous !
613 562-0333
Télécopieur : 613 562-7539

Poste Canada n° de convention : 455180

Le redoublement interdit: un cadeau empoisonné

Seuls 2,7% des élèves de 1^{re} année du primaire ont déjà redoublé. C'est trois fois moins qu'il y a 10 ans. Ce qui explique ce progrès phénoménal? Le redoublement est interdit sauf exception depuis l'implantation de la réforme scolaire, en 2000.

Marie Allard
La Presse — Montréal

Faire redoubler un élève en difficulté est officiellement toléré une seule fois en cours de primaire, à la fin de la 2^e, de la 4^e ou de la 6^e année. On parle alors de «prolongation de cycle», jamais de redoublement. Même s'ils sont en échec, les autres élèves passent à la classe suivante, en espérant qu'ils rattraperont leur retard. Faute de soutien suffisant, plusieurs voient plutôt leurs problèmes s'aggraver.

Dans une classe de 5^e année de Lanaudière, à peine neuf élèves sur 25 arrivent à suivre, cette année.

Deux élèves handicapés, intégrés au groupe en raison de leur âge, sont de niveau de 2^e année. Quant aux 14 autres, ils devraient être en 3^e ou 4^e année, mais n'ont pas redoublé. «Chaque matin, leur enseignante a un dilemme. Elle se demande sur qui mettre l'emphasis, sachant que les autres vont décrocher pendant ce temps-là», indique François Breault, président du Syndicat de l'enseignement du Lanaudière.

Ce cas est loin d'être unique. «De moins en moins d'élèves sont prolongés, mais c'est une progression artificielle, confirme un directeur général adjoint de commission scolaire ayant requis l'anonymat. Ce n'est pas parce qu'on a de meilleures

mesures pour aider les élèves en difficulté, c'est parce qu'on pousse le non-redoublement. On voit maintenant le résultat au secondaire on est obligés de mettre de plus en plus de mesures d'appui pour aider les jeunes qui arrivent avec des déficits au niveau de leurs apprentissages. On a fait du gros pelletage en avant.» Depuis l'an dernier, le redoublement est aussi interdit en secondaire 1, réforme oblige.

Même les parents traditionnellement peu enclins à voir leurs enfants redoubler constatent les dégâts de la promotion automatique. La fille de 13 ans d'Hélène Gravel a peiné pendant tout son primaire, sans jamais redoubler. Elle est passée au secondaire cette année, contre l'avis de sa mère. Placée en «cheminement temporaire» avec d'autres jeunes en difficulté, ses notes sont toujours faibles et son estime d'elle-même dégringole.

«Dans la vie, on avance selon nos capacités, à tous un rythme différent, fait valoir M^{me} Gravel.

Mais maintenant, bon ou moins bon, vite ou plus lent, tu passes au secondaire, point. Après, tu *rushes*, quand tu n'abandonnes pas tout simplement.» Il faut permettre aux enfants «de reprendre une année quand il n'ont pas pu assimiler la matière», tout en leur offrant davantage de services spécialisés, plaide-t-elle.



Hélène Gravel, de St-Jérôme, regrette que sa fille n'ait pas pu redoubler sa sixième année du primaire, l'an dernier. «L'avois fait passer au secondaire lui a causé un tort qui ne se réparera pas de sitôt», dit-elle. Il faut permettre le redoublement et donner plus de services aux élèves en difficulté, selon la mère.

Si le ministère de l'Éducation a voulu abolir le redoublement, c'est parce qu'une multitude d'études prouvent qu'il est mauvais pour l'estime de soi et que ses bénéfices sur les apprentissages sont limités à un an ou deux, voire inexistantes. «Si on fait uniquement un duplicata bête, par exemple en faisant reprendre une 2^e année sans rien changer, la plus-value du redoublement est mince», confirme Égide Royer, professeur en adap-

tation scolaire à l'Université Laval. Un principe demeure toutefois, selon lui certains ont besoin de plus de temps que d'autres pour apprendre, que ce soit à lire, à piloter un avion ou à danser le baladi.

«On a eu raison de constater que la pratique antérieure de redoublement n'était pas efficace, mais la promotion automatique dans le même esprit ne l'est pas davantage, analyse André Chartrand, un cadre d'une école privée qui tient un blogue consacré à l'éducation. Il faut des mesures d'appui pour aider les élèves en difficulté, qui pourront alors continuer avec leur groupe d'âge. Mais la tendance actuelle, c'est de prendre pour acquis que les enseignants feront d'eux-mêmes la remédiation nécessaire et ils n'y arrivent pas.»

COÛT DU REDOUBLEMENT 350 À 500 MILLIONS PAR AN

Dans les années 1990, le coût annuel du redoublement était estimé à 350 à 500 millions par an par le Ministère.

«On nous promettait que ces sommes allaient être réinvesties pour apporter du support et de l'aide aux jeunes qu'on ne fait plus redoubler, mais je n'ai rien

vu d'important, dit Égide Royer. Le filet est vraiment mince, les orthophonistes suivent souvent de 65 à 70 enfants par semaine. Ça fait que l'intervention est tellement peu puissante qu'elle a peu d'impact.»

Environ 180 millions ont été consacrés à l'aide aux élèves en difficulté dans le cadre de la politique Agir tôt, sans compter les 90 millions supplémentaires annoncés l'an dernier, fait valoir François Lefebvre, agent d'information au Ministère.

«Comment prétendre à une économie de 500 millions par année depuis 2000? demande-t-il. Il aurait fallu faire disparaître de façon instantanée environ 100 000 enfants de nos réseaux!»

Outre l'argent, l'organisation des services fait peut-être défaut. Bien des redoublements pourraient être évités en diagnostiquant rapidement les petits qui ont du mal à apprendre à lire, selon M. Royer.

Dès novembre ou décembre «il faut leur offrir en priorité une intervention sur mesure» pour qu'ils démèlent sons, lettres et mots. «Rendus au mois de mai, c'est possible qu'il y en ait encore un ou deux qui traînent vraiment la patte, mais les autres s'en seront tirés», dit-il.

L'ex-ministre Fournier a provoqué un imbroglio

Marie Allard
La Presse — Montréal

En décembre, l'ex-ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a annoncé que le redoublement allait être possible à la fin de chaque année scolaire. Seul hic il a changé de portefeuille avant d'avoir modifié la loi.

Le résultat, c'est que les commissions scolaires refusent toujours de faire redoubler les enfants qui sont en 1^{re}, 3^e et 5^e années du primaire, ce qui équivaut au milieu d'un cycle de deux ans selon la réforme. «Nous ne sommes pas en guerre contre

quiconque, on véhicule l'information qui est vraie à ce moment-ci, fait valoir Denis Pouliot, porte-parole de la Fédération des commissions scolaires. Le régime pédagogique est clair il ne permet pas le redoublement en cours de cycle.»

La Fédération des syndicats de l'enseignement presse la nouvelle ministre, Michelle Courchesne, de mettre fin à l'imbroglio.

«M^{me} Courchesne a des rencontres, elle a dit qu'elle voulait des correctifs à la réforme, et on fera part éventuellement de nos positions là-dessus», a répondu vendredi Jean-Pascal Bernier, son attaché de presse. Rien ne

sera réglé au cours de la présente année scolaire, puisque une consultation de 45 jours doit suivre une modification de la loi.

«DE LA FOIE FURIEUSE»

Pour l'instant, le régime pédagogique dit que «le passage du primaire au secondaire s'effectue après six années d'études primaires».

L'ajout d'une année additionnelle, à la fin du 1^{er} ou du 2^e cycle de l'enseignement primaire est permis. Cela «constitue une mesure exceptionnelle ne pouvant être utilisée qu'une seule fois au cours de l'enseignement primaire».

Pourquoi attendre? Nous payons vos intérêts 0% pendant 30 mois**

Solariums
Panovision

GATINEAU: 1201, boul. St-Joseph
OTTAWA: 1460, Ch Cyrville, Unité 1 (Lions Star Stop)

Vista, 8'x12' 69.00\$/mois

mardi au vendredi: 11 h à 16 h
samedi: 9 h 30 à 16 h
dimanche, lundi et soirs: sur rendez-vous

zytco.com • 1-800-361-9232

LE DROIT, OTTAWA-GATINEAU, MARDI 22 MAI 2007

TOURS



PATRICK WOODBURN, Le Droit

Clôture des Jeux franco-ontariens

C'est dans une ambiance de fête que s'est terminée la 14^e édition des Jeux franco-ontariens, hier après-midi, à l'école secondaire publique Louis-Riel du secteur Orléans. Plus de 1000 élèves et accompagnateurs en provenance de 70 écoles francophones de l'Ontario ont participé à l'événement ayant débuté vendredi. Les Jeux proposaient diverses compétitions sportives et culturelles, ainsi qu'un quiz franco-ontarien. Pour la toute première fois, les Jeux franco-ontariens ont présenté un volet écologique, puisque différentes mesures liées à la protection de l'environnement ont été mises en place, dont l'utilisation de vaisselle et de gourdes réutilisables.

En bref

Université d'Ottawa: les étudiants veulent être de la réunion

Le Droit

Des étudiants de l'Université d'Ottawa craignent de se voir refuser l'accès à la réunion du conseil de la Faculté des sciences qui doit avoir lieu ce matin.

Une réunion précédente, le 5 avril, avait été interrompue après qu'un des membres du conseil ait refusé d'accepter un veto du doyen.

Ce dernier avait imposé son veto pour retirer de l'ordre du jour la discussion sur un cours de militantisme de deuxième année.

Le comité pour la liberté d'expression, qui soutient qu'un huis clos ne peut être décrété qu'avec un vote majoritaire des membres du conseil, déplore que la faculté ait annoncé que la réunion de ce matin serait réservée uniquement aux membres du conseil.

Le cours de militantisme de

première année a fait les manchettes, l'automne dernier, à la suite de l'expulsion par l'Université de deux élèves âgés de dix ans, qui a mené au dépôt d'une plainte auprès de la Commission des droits de la personne de l'Ontario.

THE OTTAWA CITIZEN

Le Droit 22 mai 2007

C7

Teachers to help solve Petawawa mental health 'crisis'

BY GRAHAM HUGHES

Ontario's elementary teachers' unions are looking for ways to help residents of Petawawa — students and teachers — who are affected by the deployment of troops to Afghanistan.

Recently, the provincial and federal governments approved \$230,000 in funding for the Phoenix Centre for Children and Families in Pembroke to deal with what has been called a "crisis" situation in mental health services for children who live at CFB Petawawa.

The Phoenix Centre had complained in March about its stretched resources since CFB Petawawa began to deploy more troops to Afghanistan. The centre said its caseload from military families had increased eight-fold since November 2005.

Now, Larry Skory, a spokesman for the Elementary Teachers Federation of Ontario, said the union's president, Emily Noble, and other provincial representatives will be joined on the base by representatives of the Ontario English Catholic Teachers Association.

The union representatives will meet with teachers, school boards and military personnel to determine what programs are needed in schools to help the students and how they could be implemented.

"There's an increasing amount of stress in the schools and we feel, as teachers, we have an obligation to try to contribute to a solution," Mr. Skory said.

Citizen 22 Mai 07

Sniffer dogs face expulsion from schools

Top court to rule on case in which dog found drugs in student's bag

BY JANICE TIBBETTS

When a seasoned sniffer dog named Chief detected drugs in a teen's backpack, he began a legal battle that reaches the Supreme Court of Canada today in a test of how far police can go in conducting random searches in high schools.

The court will be asked to consider whether police in Sarnia, Ont., were violating the student body's Charter rights by bringing a scent-tracking dog into St. Patrick's High School in November 2002.

The police, who had received a standing invitation from the principal, acknowledged in earlier court proceedings that they were not acting on a tip, they had no reason to believe student safety was threatened and that it would have been a "fruitless exercise" to try to obtain a search warrant.

Students were confined in their classrooms for 1½ to two hours while police searched the school, including backpacks piled in a corner of the gym. After a signal from Chief, police zeroed in on one pack, in which they found 10 bags of marijuana, 10 magic mushrooms and assorted drug paraphernalia.

A student identified as A.M., who was 17 at the time, was criminally charged, but later cleared by two courts on the grounds police had violated his Charter right to be free from unreasonable search and seizure.

The issues at the Supreme Court include whether Chief was actually conducting a search and whether students are entitled to privacy when it comes to their personal backpacks.

"Students spend so much of their time in a school environment and one of the life lessons you should learn in school is that you are not going to be locked up and searched by the police when no one believes you have done anything wrong," said Jonathan Lisus, a lawyer for the Canadian Civil Liberties Association, which is siding with A.M.

"Schools are not supposed to abdicate their authority to discipline kids to the police. It should be done as a last resort, not as a first resort."

The association contends that student backpacks — which are "like a portable study and bedroom all rolled into one" — are highly personal and should be treated as such.

"There isn't any reason why a 17-year-old girl shouldn't have the same expectation of privacy in her backpack than a 21-year-old woman does in her handbag or a 35-year-old man does in his brief case," said Mr. Lisus.

Crown lawyers counter Chief was not conducting a search, but that he only sniffed out a potential trouble spot and tipped off police, giving them "reasonable" suspicion to believe that drugs were present — an accepted bar for conducting searches.

"The dog's nose did not permit anybody to see into the backpack," said the Crown's legal brief.

Moreover, a Supreme Court ruling in favour of the teen could also have serious ramifications for the future of police dogs to help save lives by rooting out explosives during random police patrols of trains, buses and subways, said the Crown.

The school board maintains schools, because of their duty to protect students, are in a league of their own when it comes to searches, which can include calling in the police.

"School boards and their officials exercise a form of control over children comparable to that of a parent," said the board's written submission. "As a result, the law imposes a heightened degree of attentiveness."

The appearance of police and their sniffer dogs, which happens routinely in schools, acts as a deterrent that helps keep out drugs, said Paul Wubbin, the board's director of education.

He said he's confident most parents are in favour of ridding schools of drugs, even if it means students don't always enjoy the same rights normally given to adults.

La CSCV récompense des projets d'élèves

Les projets d'élèves de trois écoles de la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées ont été primés lors du gala régional du concours québécois en entrepreneuriat.

Le Droit

L'équipe de l'école Sainte-Famille/aux Trois-Chemin, de Thurso, a mérité le titre dans la catégorie secondaire-formation de type continu. Avec leur projet *Visez juste*, les élèves ont inventé un dispositif doté d'une cible montée sur un mécanisme qui tourne lorsque la cible est atteinte.

Initialement conçu pour que les fenêtres de l'école cessent de devenir des cibles de choix pour les élèves qui lancent des boules de neige, le dispositif a plusieurs applications, tel exercer la précision des lancers ou encore dans un gymnase. L'enseignant responsable et les élèves ont entrepris des démarches pour faire breveter leur invention.

D'autre part, le projet Humanitaire, regroupant 16 élèves de l'école secondaire Notre-Dame-de-la-Garde, à Val-des-Bois, a reçu le prix Coup de cœur du jury, toutes catégories confondues. Humanitaire consiste à faire vivre à ces ados de 13 à 17 ans une expérience humanitaire en République Dominicaine.

Accompagnée des enseignantes Mélissa Labbé et Isabelle Giguère, par groupes de deux, les participants vivent présentement dans des familles de San Pedro de Macoris. Ils auront entre autres comme tâche de repeindre un hôpital, œuvrer dans un orphelinat et effectuer diverses activités pour aider la communauté.

Finalement, deux équipes d'élèves de l'école primaire de la Montagne, à Notre-Dame-de-la-Salette, ont remporté les deux premières positions du Défi apprenti génie de l'Outaouais. Le duo formé de Dean Labrosse et Christian Lessard, de même que Valérie Chartrand et Valérie Forget, ont mérité chacun une bourse.

Le Droit 20 mai 07